

Revue de presse du Mali

01.08 – 15.08.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

**- LA CEDEAO A L'EPREUVE DES COUPS
D'ETAT MILITAIRES**

**- SOUTIEN A LA TENTATIVE DE « COUP
D'ÉTAT EN COURS AU NIGER » : LE PARENA
REAGIT À LA DÉCLARATION CONJOINTE DU
MALI ET DU BURKINA**

**-ALIOU BOUBACAR DIALLO : « Je suis
opposé à l'entrée du Mali en guerre »**

LA CEDEAO A L'EPREUVE DES COUPS D'ETATS D'ETAT MILITAIRES

Les cinq coups d'Etat militaires survenus au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, au cours des trois dernières années, ont fragilisé l'UEMOA et la CEDEAO à cause des sanctions économiques et financières prononcées dans le sillage de ces changements inconstitutionnels,

En effet, celles-là ont non seulement fait souffrir les économies-et donc les populations-des pays concernés. Mais en même temps elles ont occasionné une baisse des exportations des marchandises chez leurs fournisseurs habituels, entraînant une réduction sensible de la création de richesse dans l'espace communautaire.

Ainsi la Côte d'Ivoire, qui exporte annuellement près de mille milliards de FCFA de marchandises vers le Mali, à ce titre son premier client mondial, a-t-elle été affectée négativement par l'embargo commercial ayant frappé notre pays.

Le Sénégal aussi, à un moindre degré. Avec le coup d'Etat militaire en cours depuis la semaine dernière à Niamey, le couple CEDEAO/UEMOA brandit à nouveau l'arme des sanctions économiques et financières en premier ressort.

A l'évidence, le Niger, dont le revenu repose essentiellement sur l'uranium, dans l'attente de l'exploitation de son pétrole annoncée pour l'an- née en cours, ne tiendrait que très peu de temps si un double embargo UEMOA/CEDEAO lui était rigoureusement appliqué.

Le pays dépend principalement du géant nigérian et du Benin pour ses importations dont les produits pétroliers et les vivres. Or. Pour le malheur des putschistes, le nouveau président du Nigeria, Bola Tinubu, qui vient de prendre la présidence de la CEDEAO, est foncièrement opposé à toute prise du pouvoir par la force armée.

Il l'a fait savoir dès sa désignation à la tête de l'Organisation sous régionale à Bissau, il y a trois semaines : " Nous n'allons pas laisser les coups d'Etat se proliférer en Afrique de l'Ouest" a-t-il proclamé avec un accent de gravité. Le coup d'Etat de Niamey est survenu comme pour le prendre au mot.

D'où la fermeté du communiqué qui a sanctionné le sommet extraordinaire du 30 juillet dernier à Abuja. Si dans une semaine, les putschistes n'ont pas réinstallé le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum, dans son fauteuil, la CEDEAO y pourvoira, au besoin en envoyant la troupe.

Le relayant, le chef d'Etat-major général des armées du Nigeria a déclaré : " Nous n'attendons que les ordres pour agir " La détermination du nouveau chef à la fois de la première puissance économique de l'Afrique et de la plus grande organisation sous régionale sur le continent ne doit pas être prise à la légère.

Tinubu sait que la CEDEAO joue sa crédibilité voire sa survie. Lors de putschs précédents, elle s'est gardée de franchir le rubicon, ce qui a permis à des putschistes, notamment ceux de Bamako, de s'offrir une transition de 42 mois.

Cette fois-ci, faute de joindre l'acte à la parole, la CEDEAO se disqualifierait dans sa mission historique de transformer l'Afrique de l'Ouest en un espace de démocratie et de prospérité.

En face, les dirigeants militaires du Mali et du Burkina Faso ont exprimé leur solidarité à leurs frères d'armes de Niamey, allant jusqu'à dire qu'une intervention militaire contre ces derniers équivaldrait à "une déclaration de guerre " aux deux États et entraînerait leur sortie de la CEDEAO.

Un positionnement qui ne rassure pas sur leur intention, maintes fois réitérée, de rendre le pouvoir aux civils par la voie démocratique et dans les délais convenus avec les partenaires sous- régionaux et internationaux. Ni sur leur attachement réel à la construction d'un ensemble sous régional dédié au développement et auquel il n'existe pas d'alternative connue à ce jour.

Source : L'Indépendant

SOUTIEN A LA TENTATIVE DE « COUP D'ÉTAT EN COURS AU NIGER » :

LE PARENA REAGIT À LA DÉCLARATION CONJOINTE DU MALI ET DU BURKINA

Le Comité Directeur du Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA) présidé par Tiébilé Dramé réagi au communiqué conjoint, en date du 31 juillet, des gouvernements de Transition du Mali et du Burkina. Dans lequel, les deux pays disent soutenir le coup d'État en cours au Niger ».

Dans sa déclaration dénommée : « Respecter, en toutes circonstances, les dispositions de la Constitution », le PARENA a déploré que " le communiqué conjoint, en date du 31 juillet, des gouvernements de Transition du Mali et du Burkina Faso qui soutient la tentative de coup d'État en cours au Niger viole la nouvelle Constitution malienne promulguée le 22 juillet dernier ".

Il rappelle que celle-ci dispose en son article 187 que : " Tout coup d'État ou putsch est un crime imprescriptible contre le peuple malien ».

Pour le PARENA, en vertu de cet article, nul ne peut soutenir un putsch, ni au Mali, ni au Niger et nulle part ailleurs". A cet égard, le PARENA invite donc les autorités de Transition " à se conformer à la constitution promulguée le 22 juillet et dont l'encre n'est encore sèche ».

Par ailleurs, il encourage le gouvernement de Transition " à se concentrer sur la lutte contre les groupes terroristes qui continuent d'ensanglanter notre pays et " d'éviter toute dispersion inutile.

De ce fait, il signale que " l'urgence, c'est de libérer les localités entières et leurs populations qui ploient sous le joug des coalitions terroristes ".

Par la même occasion, le PARENA observe que la restauration de l'ordre constitutionnel va de pair avec l'instauration de relations harmonieuses avec notre communauté sous régionale la CEDEAO".

Le PARENA pense qu'" Envisager de retirer le Mali de la CEDEAO ne relève pas des compétences d'un gouvernement de Transition ».

Source : L'Indépendant

ALIOU BOUBACAR DIALLO : « Je suis opposé à l'entrée du Mali en guerre »

Dans note publique, Il dit que les Coups d'Etat sont des voies sans issue. « Je m'oppose à la généralisation des Coups d'Etat, comme mode de prise du pouvoir. En créant notre parti, nous l'avons appelé "Alliance Démocratique pour la Paix, (ADP Maliba. Je suis pour la paix et resterai toujours pour la paix ».

Je m'oppose à l'entrée du Mali en guerre pour défendre les putschistes du Niger, surtout quand le Chef de la Garde Présidentielle du Niger fait un Coup d'Etat pour occuper le fauteuil du Président de la République qu'il est censé garder. Que c'est choquant ! Quelle débâcle démocratique !

Je m'oppose aussi à la sortie du Mali de la CEDEAO. De la création de la CEDEAO à aujourd'hui, le Mali a contribué et cotisé depuis 53 ans. Nous ne pouvons pas sacrifier notre contribution pour l'intégration sous -régionale, surtout pour défendre une prise de pouvoir par des voies anticonstitutionnelles.

Dans les textes fondateurs de notre parti, il est inscrit que nous sommes pour la conquête démocratique du pouvoir.

Dans notre Constitution, nouvellement promulguée, il est écrit dans son article 187 : "tout Coup d'Etat ou putsch est un crime imprescriptible ». Le Mali ne doit pas rentrer en guerre pour défendre ce que lui-même a interdit.

Qu'on ne nous fasse pas croire que c'est pour défendre le peuple nigérien ! Notre priorité aujourd'hui doit être la lutte contre le terrorisme. Nos ressources financières et nos Forces armées doivent être utilisées pour combattre les terroristes qui nous font subir une guerre asymétrique depuis plus d'une décennie.

Pour vaincre ce fléau nous devons mutualiser les moyens et les stratégies avec nos voisins, les autres pays du sahel et de la CEDEAO qui en sont également victimes.

Nous ne devons pas laisser se généraliser cette débâcle démocratique. Plus que jamais, c'est par les urnes que doit se décider l'avenir de nos sociétés.

Qu'Allah bénisse le Mali !

**Aliou Boubacar Diallo
Président d'Honneur de l'Alliance
Démocratique pour la Paix, (ADP - Maliba).**

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de